

Paris, le 28 novembre 2025

UN « RALLYE CITOYEN » QUI STIGMATISE LES ÉLÈVES DE LYCÉE PROFESSIONNEL EN LES PLAÇANT DANS LA PEAU DE DÉTENU·ES

Jeudi 6 novembre, le « rallye citoyen » organisé au lycée professionnel Michelet à Fontenay-sous-Bois, a complètement dégénéré, entraînant plusieurs blessé·es parmi les élèves. Ces dernier·es ont joué le rôle de détenu·es de prison, se voyant contraint·es de faire des pompes, ont été plaqué·es au sol et pour certain·es fouillé·es par des intervenant·es des équipes locales de sécurité pénitentiaire.

Ce type de « dérapage » n'est pas sans rappeler ceux occasionnés lors des séjours de cohésion du SNU, où des accusations de harcèlement sexuel à l'encontre d'encadrants avaient eu lieu, comme l'avait révélé la presse. Il fait aussi écho à d'autres événements du même type, comme celui ayant eu lieu au collège Fontcarrade à Montpellier le 7 novembre, au cours duquel des élèves ont subi des palpations et des fouilles suite à un exercice « alerte intrusion », hors de tout cadre réglementaire.

SUD éducation témoigne de son indignation face à de telles pratiques, et souhaite plus largement dénoncer les dispositifs, de plus en plus nombreux, destinés à « promouvoir l'esprit de défense chez les élèves », dans lesquels des intervenants extérieurs tels que l'armée, la police ou ici les équipes locales de sécurité pénitentiaire encadrent des élèves. Le dispositif du « rallye citoyen » est une émanation des « trinômes académiques », créés en 1987, qui, en associant les rectorats à des unités militaires locales, utilisent l'école afin de susciter l'adhésion des jeunes à la question militaire, voire de les recruter. Nous sommes inquiet·es du travail mené par ces trinômes et contestons l'importance qu'ils prennent dans l'Éducation nationale. Nous n'avons pas choisi nos métiers pour être instrumentalisé·es dans cette perspective.

Rappelons l'évidence : ce sont les enseignant·es qui ont la mission d'enseigner aux élèves les programmes et développer chez elles et eux l'esprit critique permettant leur émancipation. Les institutions telles que l'armée ou la police n'ont pas vocation à encadrer nos élèves et n'ont pas de place dans les écoles.

Notre organisation syndicale s'interroge également sur le fait que ces interventions semblent avoir lieu dans des établissements où les élèves sont les plus précarisé·es, comme si ceux-ci étaient des zones de non droit pour les élèves.

Une enquête a été ouverte par le rectorat de Créteil suite à ces incidents. **Notre organisation syndicale sera très attentive aux suites données et restera mobilisée pour que de telles pratiques cessent au sein de l'école.**